

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRE S/VIEUX JONC (Ain)**

n° 20240610D0002

NOMBRES DE MEMBRES

Séance du **10 juin 2024**

en exercice 15

présents 14

votants 14

L'an deux mil vingt quatre, et le dix juin , à 20 heures 30
le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est
réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances
sous la présidence de Monsieur Bernard QUIVET - Maire ,

Etaient présents :

**Bernard QUIVET , Christine PIOTTE , Jean-Marc FAVIER , Véronique
MOLARD-PARIZOT , Bernard BRIDON , Jean-Louis MOISSONNIER ,
Pierre-Yves CHANEL , Olivier MORAND , Nathalie BAUDET , Marie-
Laure SILLANS , Magali GRACIO , Jonathan BEAUDOIN , Jérôme
GAILLARDON , Johanna FALCONNET ,**

Excusée : Claire DUVERGER,

Secrétaire de séance : Jean-Marc FAVIER

**Objet : Révision du Plan Local d'Urbanisme – Débat sur les orientations générales du Projet
d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la révision du plan local d'urbanisme (PLU) a
été mise en œuvre par la délibération du 7 mars 2022.

Il rappelle les motifs de cette procédure :

- Mettre le document d'urbanisme en compatibilité avec les objectifs du SCOT, en adéquation avec les réseaux et les équipements publics existants ;
- Recentrer le développement urbain autour du cœur de village ;
- Diversifier l'offre de logements ;
- Modérer la consommation de l'espace et limiter l'étalement urbain au profit de l'agriculture ;
- Maintenir et préserver les zones agricoles pour favoriser l'implantation d'exploitations agricoles ;
- Préserver les espaces et paysages naturels ; les cônes de vues,
- Poursuivre le développement économique et touristique en cohérence avec les objectifs donnés par le SCOT ;
- Recenser le patrimoine bâti et naturel.

Monsieur le Maire, après avoir énoncé les objectifs du futur PLU, précise que cette procédure fera l'objet d'une concertation avec la population.

Les objectifs de concertation ont été entérinés par le conseil municipal du 7 mars 2022 :

- L'affichage de la présente délibération pendant toute la durée de la procédure ;
- L'ouverture d'un registre en mairie afin que chaque habitant puisse faire part des remarques et observations ;
- La possibilité par tout habitant d'écrire au Maire par courrier ou courriel ;
- La diffusion des comptes rendus de travail sur le site internet ;
- La diffusion d'articles dans la presse ;
- L'organisation de plusieurs réunions publiques pour échanger sur le projet.

Ces éléments se traduisent dans le projet de territoire par le biais du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Le PADD est une pièce essentielle dans la procédure d'élaboration du PLU. C'est grâce à lui que la ligne directrice pour les dix prochaines années est donnée. Il décline la stratégie de développement pour la commune.

Conformément à l'article L. 153-12 du code de l'urbanisme, Monsieur le Maire présente au conseil municipal les éléments propres à ouvrir le débat sur les orientations générales du PADD mentionné aux articles L. 151-2 et L. 151-5 du code de l'urbanisme.

Le projet de PLU se décline dans le PADD à travers 3 axes :

1. Préserver les équilibres naturels et paysagers afin de conserver un cadre de vie de qualité et d'adapter le territoire au changement climatique

2. Conforter la qualité de vie à travers un urbanisme durable
3. Garantir le dynamisme économique local et la poursuite de son développement

Ces axes déclinent différents objectifs généraux et spatiaux sur le territoire communal, le tout en étant compatible avec les grands enjeux stratégiques fixés par le SCoT Bourg-Bresse-Revermont.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre du PADD.

Les membres du Conseil Municipal régulièrement informés n'émettent aucune question ou avis sur les orientations prises.

Le débat étant achevé, Monsieur le Maire remercie tous les élus pour le travail fourni et leur contribution à ce PADD. Il rappelle que la concertation avec le public, déjà engagée, se poursuivra jusqu'à l'arrêt de la concertation et du projet du PLU.

Monsieur le Maire précise qu'à partir de cette étape, il est possible pour la commune de surseoir à statuer sur les autorisations d'urbanisme.

En principe, l'autorité compétente se prononce par arrêté sur la demande de permis ou, en cas d'opposition ou de prescriptions, sur la déclaration préalable dans des délais prévus par le code de l'urbanisme ; le défaut de réponse de l'autorité valant autorisation ou refus implicite. Le sursis à statuer est une mesure de sauvegarde permettant de différer la décision de l'autorité compétente sur la demande d'un pétitionnaire. Il peut être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des « travaux, constructions ou installations ».

En règle générale, il s'agit des opérations donnant lieu à permis de construire, permis d'aménager ou encore à déclaration préalable.

Le sursis à statuer est utilisé lorsque les constructions, installations ou opérations sont de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan local d'urbanisme (PLU) dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) en séance du conseil municipal (L. 153-11 code de l'urbanisme).

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après avoir délibéré, le conseil municipal :

- **Prend acte de la tenue du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables** de la commune de Saint-André-sur-Vieux-Jonc conformément à l'article L. 153-12 du code de l'urbanisme,
- **Autorise** la mise en place éventuelle du sursis à statuer sur les autorisations d'urbanisme en lien avec les articles L 153-11, L 424-1 R 424-9 du code de l'urbanisme,
- **Dit** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et sera transmise à la Préfecture.

Ainsi fait et délibéré, le 10/06/2024
Pour copie conforme,

Le Maire,
Bernard QUIVET

Acte rendu exécutoire :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103362-20240610-20240610D0002-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/07/2024

Publication : 11/07/2024

Le Maire,



Résumé de l'acte

001-210103362-20240610-20240610D0002-DE

Numéro de l'acte : 20240610D0002
Date de décision : lundi 10 juin 2024
Nature de l'acte : DE
Objet : REVISION PLU - DEBAT ORIENTATIONS PADD
Classification : 2.1 - Documents d urbanisme
Rédacteur : Christine NESME
AR reçu le : 11/07/2024
Numéro AR : 001-210103362-20240610-20240610D0002-DE
Document principal : 21_DB-20240610D0002 Révision PLU - Débat orientations PADD.pdf

Pièces jointes :

21_DB-SAVJ_PADD_débatCM_10062024.pdf

Historique :

11/07/24 12:17	En cours de création	
11/07/24 12:20	En préparation	Christine NESME
11/07/24 12:20	Reçu	Christine NESME
11/07/24 12:21	En cours de transmission	
11/07/24 12:22	Transmis en Préfecture	
11/07/24 12:31	Accusé de réception reçu	
11/07/24 14:02	Accusé de réception reçu	Christine NESME
11/07/24 14:02	Accusé de réception reçu	Christine NESME
11/07/24 14:02	Accusé de réception reçu	Christine NESME
11/07/24 14:03	Accusé de réception reçu	Christine NESME